

[Text]

Newfoundland joined Confederation and as a condition of joining. Now, why would you file a motion with the courts disputing that point if it is not to stall out your having to make a political decision?

• 1805

Mr. Munro (Hamilton East): Mr. Chairman, the Indian people in Conne River were so frustrated with the fact that the agreement has not worked that they decided, I take it, that the only solution was to sue us and get registered as status Indians and get a reserve and get all the rights and privileges of other status Indians in the country so that they would no longer have to rely on the provincial Government of Newfoundland.

Mr. Oberle: Yes, but they were not frustrated with the provincial government, they were frustrated with you.

Mr. Munro (Hamilton East): Now, let me finish. Mr. Chairman, he asked a question.

The Chairman: Mr. Minister, will you continue the answer, please.

Mr. Munro (Hamilton East): Yes, I would like to continue.

Now, that is why the Indian people have done it. Mr. Oberle is expressing his sense of outrage. I like his outrage, especially as a member of the Conservative Party of Canada. Maybe he could direct his outrage to the premier of Newfoundland and his entire Cabinet for their disgraceful conduct with respect to refusing to flow federal moneys to the Indian people there, coupled with their own money over the years. It is abominable what they have done; it is contemptible what they have done, and I hope you will express the same outrage to your own party in Newfoundland that you are expressing to me.

Now, I am going to tell you another thing. We were prepared to continue to flow the money under that agreement. We wanted the Newfoundland money. When you coupled it together, it was more money going to the Indian people in Newfoundland than was going on a per capita basis anywhere else in Canada, and I thought it would be irresponsible of me not to try to build up a sound, good relationship with Newfoundland so that could continue, something like on a comparable basis is built up between the Indian people and Saskatchewan, which historically has been very good in terms of assuming some responsibility in conjunction with our own to deliver a standard of service and live up to treaty land entitlements and so on. It is probably a more superior record than any province in Canada. I thought that was worth a try in Newfoundland before we had this polarization, but obviously the Conservative government there has found that it is politically advantageous to be anti-native in the sense of refusing to flow moneys under that agreement under any terms and conditions that you could consider acceptable.

The Chairman: Mr. Oberle, the agreement was five minutes each.

[Translation]

confédération, et ces terres ont clairement été mises de côté pour les Indiens bien avant que Terre-Neuve n'entre dans la confédération, et comme condition de son entrée. Maintenant, pourquoi voulez-vous discuter cela devant les tribunaux, si ce n'est pour gagner du temps et pour ne pas avoir à prendre cette décision politique?

M. Munro (Hamilton-Est): Monsieur le président, la population indienne de Conne River était tellement découragée que l'entente n'ait pas été honorée qu'elle a décidé, je suppose, que la seule solution était de nous poursuivre et de se faire inscrire comme Indiens de plein droit, d'obtenir une réserve et tous les droits et privilèges des autres Indiens de plein droit, de sorte qu'elle n'aurait plus à s'en remettre au gouvernement provincial de Terre-Neuve.

M. Oberle: Oui, mais ce n'est pas le gouvernement provincial qui l'a découragée, c'est vous.

M. Munro (Hamilton-Est): Non, permettez-moi de terminer. Monsieur le président, il a posé une question.

Le président: Monsieur le ministre, voulez-vous poursuivre votre réponse, s'il vous plaît.

M. Munro (Hamilton-Est): Oui, j'aimerais bien.

C'est pour cela que les Indiens ont agi ainsi. M. Oberle se déclare furieux. J'en suis ravi, surtout venant d'un député conservateur. Peut-être pourrait-il orienter ses fureurs sur le premier ministre de Terre-Neuve et sur tout son cabinet qui se conduit de façon honteuse en refusant de verser les fonds fédéraux aux Indiens, et en leur refusant également leurs propres fonds depuis des années. C'est abominable; c'est honteux, et j'espère que vous exprimerez la même fureur à votre propre parti, à Terre-Neuve.

Je vous dirai d'ailleurs encore une autre chose. Nous étions disposés à continuer à verser ces fonds aux termes de l'entente. Nous voulions l'argent de Terre-Neuve. Si on groupait ces fonds, provinciaux et fédéraux, cela représenterait davantage d'argent pour les Indiens de Terre-Neuve que pour n'importe qui ailleurs au Canada, et je pensais qu'il serait irresponsable de ma part de ne pas essayer d'établir de bonnes relations avec Terre-Neuve, de sorte que cela puisse être maintenu, tout comme cela l'est entre les Indiens et le gouvernement de la Saskatchewan, qui s'est traditionnellement montré capable d'assumer certaines responsabilités, en collaboration avec nous, pour offrir les services voulus aux Indiens et pour honorer les ententes territoriales, etc. C'est probablement la province qui a fait le plus au Canada. Je pensais qu'il m'appartenait d'essayer cela à Terre-Neuve avant de polariser la situation, mais il est évident que le gouvernement conservateur de Terre-Neuve a jugé qu'il était politiquement avantageux de se montrer anti-autochtones en refusant de transmettre les fonds auxquels ils ont droit aux termes de l'entente, à des conditions et selon des modalités acceptables.

Le président: Monsieur Oberle, on s'était entendu pour donner cinq minutes à chacun.